

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar le Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer
55 000 BAR LE DUC

Bar le Duc, le 7 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 septembre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE

Site 1
55800 Contrisson

Références : 2024_539
Code AIOT : 0006200776

1) Contexte

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 18 septembre 2024 de l'établissement ARCELORMITTAL CF – Site 1 implanté à Contrisson (55800). L'inspection a été annoncée le 21/ août 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL CF
- Site 1 55800 Contrisson
- Code AIOT : 0006200776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ArcelorMittal Construction France (CF) réalise du décapage, du laminage, de la galvanisation et du laquage de tôles en acier qui servent notamment à la fabrication des panneaux, de toitures et de cassettes d'habillage pour les bâtiments industriels. Les process de laminage, de galvanisation et de laquage nécessitent l'utilisation de fours pour le conditionnement des tôles en acier. Ces tôles doivent ensuite être refroidies via une installation de refroidissement.

L'inspection réalisée le 18 septembre portait sur les installations de refroidissement du site et la prévention et maîtrise du risque sanitaire lié à la légionelle. L'installation de refroidissement (rubrique 2921-1 a – régime de l'enregistrement) est composée de deux circuits d'eau fermés : un

circuit eau principal équipé de trois tours aéroréfrigérantes (TAR) et un circuit eau peinture équipée de deux TAR.

L'inspection a réalisé un contrôle documentaire en salle portant sur l'analyse méthodique des risques (AMR), la stratégie de refroidissement, la surveillance de l'installation de traitement, le suivi de la concentration de *Légionella Pneumophilla* et la formation du personnel à la prévention et à la maîtrise du risque sanitaire liée à la légionelle. Une visite des installations de refroidissement, du local d'injection des produits de traitement et de la zone de production a été réalisée.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
2	Analyse Méthodique des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Sans objet
3	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Sans objet
4	Stratégie de traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Sans objet
5	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	Sans objet
6	Suivi de la concentration en Legionella Pneumophila	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a et b	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 18 septembre 2024 sur le thème de la prévention de la prolifération des légionelles n'a pas mis en évidence de non-conformité. L'audit externe réalisé à la demande de l'exploitant en 2023 a visiblement permis de consolider l'analyse méthodique des risques et la prévention du risque de prolifération de légionelles. Les prélèvements et analyses réalisés chaque mois ne mettent pas en évidence de dépassement de concentration en légionelles depuis plusieurs années. La visite terrain a permis de constater un état satisfaisant des installations de refroidissement. L'inspection a néanmoins constaté qu'un affichage relatif à la procédure à suivre pour accéder à une des TAR du site n'était plus lisible et nécessite d'être remplacée. Enfin, la fréquence de mise à jour de l'analyse méthodique des risques n'a pas été vérifiée. Aussi, l'inspection rappelle à toutes fins utiles que la fréquence de mise à jour est prescrite à l'article 26.I.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes [...] sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</i></p> <p><i>Ces formations portent a minima sur :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</i> <i>les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</i> <i>les dispositions du présent arrêté.</i> <p><i>[...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Au total six personnes ont été formées au risque légionelle sur le site 1 de Contrisson par un</p>

<p>prestataire extérieur, la société GT BIOCONTROL en date du 5 juillet 2024. Parmi ces personnes, figurent la Responsable environnement, le Responsable technique TAR et le Coordinateur environnement et responsable du laboratoire en tant que référents légionelles. Cette formation comprenait trois modules :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rappel sur légionella, son écosystème et la maladie, • Gestion de l'installation de refroidissement, • Contexte réglementaire et ses enjeux. <p>Trois autres personnes, qui n'ont pas un rôle de manager ont été sensibilisés en interne par les référents légionelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Analyse Méthodique des Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013, article 26.I.1.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle</p>
<p>Prescription contrôlée : <i>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation.</i> <i>Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. [...]</i> <i>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</i> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <i>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. [...]</i></p>
<p>Constats : L'analyse méthodique des risques (AMR) comprend une description de l'installation, un schéma de principe, une analyse sur les items de l'article 26.I.1.a, notamment les risques liés à l'exploitation et les actions mises en œuvre pour réduire le risque. Par exemple, l'action identifiée pour prévenir le risque de légionelle dans les vingt-cinq bras mort de l'installation de refroidissement du site est la réalisation d'une purge hebdomadaire. La dernière mise à jour de l'AMR date du 11 septembre 2024 et fait suite à un audit extérieur réalisé le 7 mars 2023 à l'initiative de l'exploitant. Cet audit a notamment conduit à identifier de nouveaux bras mort (eau stagnante) et à définir de nouvelles actions de maîtrise du risque légionelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013, article 26.I.1.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] <i>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les</i></p>

<p>actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella Pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>[...]</p> <p>En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella Pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de surveillance appelé « livret TAR ». Le suivi de la surveillance de l'installation de refroidissement est réalisée à l'aide d'un fichier Excel par l'exploitant.</p> <p>Les indicateurs suivis dans le plan de surveillance sont les suivants : température, couleur, dépôt, pH, dureté, titre alcalimétrique complet (TAC), conductivité, fer, chlore, chlorure, redox, niveau de sel, zinc, débit de pompe et taux de concentration de légionelle.</p> <p>La gestion des dépassements de seuil en <i>Legionella Pneumophila</i> (supérieure à 100 000 UFC/L et entre 1 000 et 100 000 UFC/L) est synthétisée dans un tableau « SYNTHÈSE STRATÉGIE DE TRAITEMENT DES TARS ARCELOR MITTAL 55 Version 2024 » et formalisée via des procédures.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Stratégie de traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013, article 26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement [...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une stratégie de traitement synthétisée dans un tableau intitulé « SYNTHÈSE STRATÉGIE DE TRAITEMENT DES TARS ARCELOR MITTAL 55 Version 2024 ». Ce tableau distingue la stratégie de traitement selon qu'il s'agisse de la salle d'eau (laminage), de</p>

<p>l'EVAPCO (galvanisation) ou de bac à eau (peinture).</p> <p>Le traitement préventif mis en œuvre sur le site repose sur l'utilisation d'un produit anti-tarte et/ou anti-corrosion (BWT CS1007 ou BWT CS-2098 DB) et d'un oxydant biodispersant produit sur site à partir de sel (Solution ECO-MX). L'utilisation de ce biocide oxydant et biodispersant fait l'objet d'un suivi des produits de décomposition : demande chimique en oxygène (DCO) et composés organiques halogénés adsorbables (AOX).</p> <p>En cas de prolifération de légionelles, la procédure du site prévoit la mise en œuvre en action curative d'un antimousse (BWT PRO AM), d'un biodispersant (BWT CS-4001) et d'un biocide organique (BWT CS-3017).</p> <p>L'inspection s'est rendue dans le local d'injection des produits de traitement et a constaté que l'injection de l'anti-tarte et anti-corrosion (BWT CS-1007) et du biocide oxydant et biodispersant (Solution ECO-MX) est assuré via des systèmes d'injection (pompes doseuses) asservis à des sondes de mesures du rédox (niveau d'oxydation de l'eau), de la conductivité (présence de minéraux) et de l'encrassement. Les valeurs mesurées par ses sondes étaient visibles en temps réel sur des boîtiers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Nettoyage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013, article 26.I.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</i></p> <p>[...]</p> <p><i>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</i></p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation de refroidissement fonctionne en continu. Le nettoyage annuel est réalisé généralement en fin d'année lors de la période d'arrêt de la production.</p> <p>Le dernier nettoyage annuel, à savoir nettoyage mécanique et désinfection, a eu lieu du 11 au 12 décembre 2023. Pour ce nettoyage, le protocole utilisé est celui mis en œuvre en cas de dépassement de concentration en <i>Legionella Pneumophila</i> supérieur à 100 000 UFC/L.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi de la concentration en *Legionella Pneumophila*

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013, article 26.I.3.a et b
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella Pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]</i></p> <p><i>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</i></p> <p><i>Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau</i></p>

dispersée dans un flux d'air.

*Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.
[...]*

Constats :

L'exploitant fait réaliser des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* tous les mois par un prestataire. Ces résultats sont enregistrés sous GIDAF par l'exploitant.

En plus de ce contrôle mensuel, l'exploitant réalise son propre suivi tous les quinze jours.

L'inspection a fait remarquer à l'exploitant que les bordereaux d'analyse d'avril et de juillet 2024 mentionnent une date qui ne correspond pas au dernier traitement de choc réalisé (nettoyage annuel). Suite à l'inspection, l'exploitant a fait le nécessaire avec son prestataire pour que la date soit corrigée.

Le suivi des analyses est réalisé dans un fichier Excel. Les analyses réalisées entre 2021 et 2024 ne mettent en évidence aucun dépassement de concentration en *Legionella Pneumophila* supérieur à 1 000 UFC/L.

Les prélèvements sont réalisés en aval des TAR au niveau du local d'injection des produits de traitement, avant injection des produits. Ce point de prélèvement est identifié sur le schéma de l'installation et au droit du point de prélèvement dans le local par une plaque signalétique.

Type de suites proposées : Sans suite